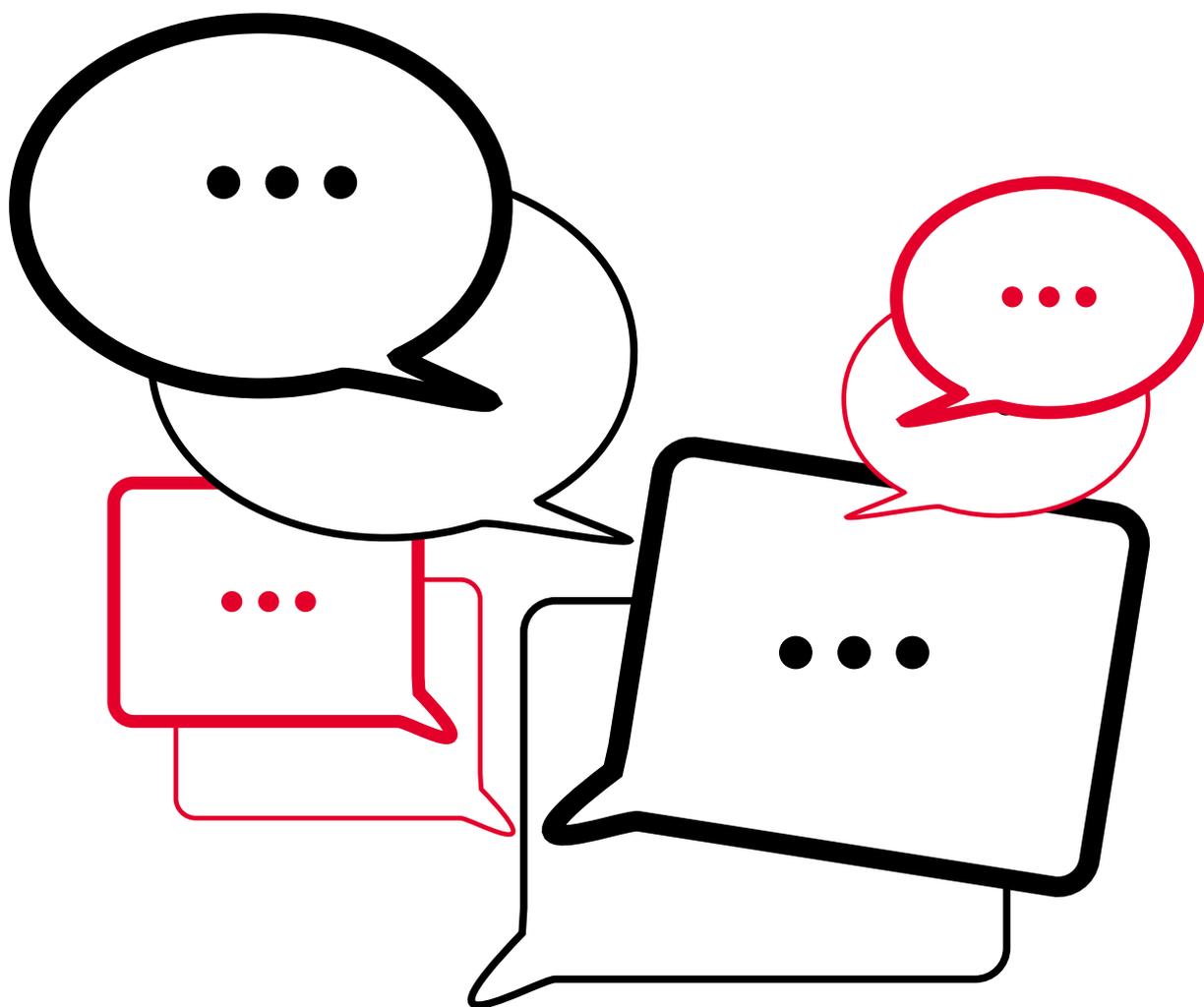


Les formes de participation politique non institutionnelles



MÉTROPOLE

GRAND LYON

Sommaire

Préambule

Introduction

**6 Cartographie des formes
de participation politique
non-institutionnelles**

**8 Inventaire des formes de participation
politique non institutionnelles**

**15 Questionnements
pour la Métropole de Lyon**

Bibliographie

Mars 2024
Métropole de Lyon

Coordination
Direction de la Prospective et du Dialogue Public (DPDP)
Nicolas Leprêtre

Auteur
Gauthier Bravais

Réalisation
DPDP

Préambule

La participation citoyenne, pour quoi faire ?

Historiquement, le Grand Lyon a été parmi les territoires précurseurs en matière d'implication citoyenne : sa démarche de prospective Millénaire 3 incluait déjà, en 2000, les corps intermédiaires et des citoyens pour dessiner l'avenir de l'agglomération. En 2003, le Grand Lyon signait sa Charte de la Participation citoyenne qui énonçait ses engagements en termes d'écoute et de dialogue avec les citoyens.

Vingt ans plus tard, et devenue depuis Métropole de Lyon, elle s'interroge sur le sens à donner à des démarches institutionnelles participatives. La question se pose partout ailleurs et dans toutes les instances : la démocratie participative serait en « crise ». Sa sincérité serait dévoyée, ses effets sur l'action publique seraient inexistantes et sa mise en œuvre serait même contre productive puisqu'elle renforcerait la défiance des citoyens envers les institutions. Même les outils censés répondre à ces maux auraient un effet limité : design participatif, panel citoyen, méthode d'aller-vers, etc.

Pour répondre à cette crise de sens, le service prospective des politiques publiques est retourné aux fondamentaux théoriques de la participation citoyenne : quelles sont les évolutions dans la manière d'en parler ? Comment le sujet se pose-t-il dans le contexte particulier de la Métropole de Lyon ? Comment le sujet va-t-il se poser demain au regard d'autres enjeux comme la montée du complotisme ou des activistes radicaux ?

Six documents posent les fondamentaux pour avancer sur ces réflexions :

- ▶ « **Chronologie de la participation citoyenne dans la Métropole de Lyon** », un retour sur soixante ans d'une prise en compte progressive de la parole citoyenne
- ▶ « **25 ans de débat public sur la participation citoyenne** », une revue de littérature qui suit les principales lignes de tension entre chercheurs sur la question
- ▶ « **La participation citoyenne : pour quelle(s) finalité(s) ?** », un document qui propose une cartographie des finalités affichées et implicites des démarches participatives
- ▶ « **Les mots de la participation citoyenne** », un glossaire de 11 mots souvent utilisés par les équipes de la participation citoyenne, pour des sens parfois divergents
- ▶ « **Les formes de la participation politique non institutionnelles** », un panorama des modalités de participations formelles et informelles qui gravitent autour de la Métropole
- ▶ « **Participation citoyenne : quels enjeux demain ?** », une exploration de 13 tendances démocratiques qui pourront changer les règles de la participation citoyenne.

Ces éléments constituent une mise de fond qui donne des repères, interroge les pratiques professionnelles par effet miroir et, *in fine*, ouvre la question de ce que l'on veut faire de la participation citoyenne institutionnelle. Une première étape vers un chantier au long cours.

Introduction

La littérature scientifique et les retours d'expérience des professionnels sont unanimes : les dispositifs institutionnels de participation citoyenne peinent à mobiliser massivement et à faire entendre les inaudibles. Pourtant, l'implication politique des citoyens n'est pas nulle. Elle est même profuse, et surtout multiforme, si on veut bien l'observer en dehors des cadres institutionnels, dans d'autres espaces plus ou moins « contrôlés ». Parfois très visibles (ex. : manifestations de masse), ces types d'engagement politique sont le souvent plus effectués à bas bruit et à petite échelle, par exemple sur les réseaux sociaux ou au travers de petits collectifs informels.

Ce travail d'inventaire (non exhaustif) et de cartographie s'intéresse à ces formes de participation politique dites « non-institutionnelles » (qui exclue les démarches portées par l'État ou les collectivités locales, ou les structures politiques reconnues comme les partis politiques).

Dynamiques et diffuses dans l'ensemble du corps social, ces formes de participation politique non institutionnelles constituent de fait l'un des leviers possibles pour renouveler la participation citoyenne à l'échelle de la Métropole de Lyon, et tendre vers une citoyenneté plus active.

Sans chercher à s'en emparer, ou à les institutionnaliser, la Métropole peut chercher à mieux définir son positionnement vis-à-vis de ces formes de participation politique :

- ▶ Desquelles est-elle la plus proche ?
- ▶ Auxquelles souhaite-t-elle / peut-elle s'adresser ?
- ▶ Lesquelles sont investies par les publics éloignés de la participation citoyenne institutionnelle ?

Ce travail exploratoire, qui cherche à balayer le plus largement possible les formes de participation politique existantes au niveau national, gagnerait à être complété par une cartographie plus spécifique des forces actives dans la métropole de Lyon en particulier.

Qu'est-ce que la participation politique ?

Le champ d'étude est très large si on considère quelques définitions qui font autorité.

Dès 1971, la définition de la participation politique proposée par le politologue américain Myron Weiner recouvrait « toute action volontaire ayant du succès ou aboutissant à un échec, organisée ou non organisée, épisodique ou continue, ayant recours à des moyens légitimes ou non légitimes dans le but d'influencer le choix des politiques, la gestion des affaires publiques ou le choix des dirigeants politiques à tous les niveaux de gouvernement, local ou national »¹.

Plus tard, Pierre Rosanvallon a identifié trois dimensions de la participation politique. « La démocratie d'expression correspond à la prise de parole de la société, à la manifestation d'un sentiment collectif, à la formulation de jugements sur les gouvernants et leurs actions, ou encore à l'émission de revendications ; la démocratie d'implication englobe l'ensemble des moyens par lesquels les citoyens se concertent et se lient entre eux pour produire un monde commun ; la démocratie d'intervention est constituée quant à elle de toutes les formes d'action collective pour obtenir un résultat désiré ».

Nous retiendrons aussi celle du sociologue Philippe Braud, pour qui la participation politique recouvre « l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique »³.

Selon une distinction classique, celle-ci est pour partie conventionnelle – la participation électorale ou partisane (implication dans un parti) et pour partie non-conventionnelle. Parmi cette dernière, on trouve des formes légales – grève, manifestation, boycott, etc. – et d'autres qui ne le sont pas – désobéissance civile, atteinte aux biens, voire aux personnes.

Toutes ces définitions convergent vers l'idée qu'il existe, à côté du gouvernement électoral-représentatif, une deuxième scène politique fourmillante. Notre travail s'intéresse aux formes d'implication dites «non-institutionnelles». De fait, au-delà de la participation électorale et de l'engagement au sein des partis, ce travail exclut aussi les instances et dispositifs de participation citoyenne institutionnelle (tels qu'ils peuvent être proposés par l'État ou des collectivités locales) ainsi que l'engagement des citoyens dans les syndicats ou chambres consulaires.

Méthodologie de classification

À travers une large revue de la littérature, nous avons cherché à identifier les différentes formes de participation politique existantes dans le contexte politique français.

Finalement, notre travail regroupe à la fois des **formes concrètes d'organisation** (ex : ONG, Comités d'intérêts locaux, etc.), des **modalités d'action** (ex : sabotage, manifestation, habitat collectif, etc.) ou encore des **outils** (pétitions, civic tech, cahiers de doléance).

Au risque de perturber le lecteur, nous avons délibérément choisi de maintenir cette hétérogénéité de manière à restituer intacte la grande diversité des formes de participation politique. Cette typologie est subjective et d'autant plus imparfaite que la plupart des formes répertoriées peuvent être rattachées à plusieurs registres d'actions. Elle vise néanmoins à donner quelques repères au lecteur.

Pour mettre de l'ordre dans cet inventaire, nous avons déterminé une **première classification par registres d'action** (revendications, démonstrations, consommations, expérimentations, etc.), décrite dans la partie «Inventaire des formes de participation politique non-institutionnelles identifiées».

Puis, nous avons cherché à **positionner visuellement les formes identifiées sur deux axes**. Pour cela, nous avons retenu :

1. la nature des enjeux politiques soulevés par ces formes de participation, selon qu'ils sont proches ou éloignés des enjeux métropolitains.
2. la nature du répertoire d'action mobilisé par ces formes de participation, selon qu'il soit collaboratif/consensuel, ou à l'inverse contestataire/subversif.

Cet exercice de cartographie, lui aussi subjectif et donc légitimement sujet à débat, permet de situer les formes de participation les unes à rapport aux autres, mais aussi par rapport à la Métropole de Lyon elle-même, sur la base de deux critères structurants.

1. Cité dans Fillieule Olivier, «Chapitre 3. Retour sur la participation politique», dans «Stratégies de la rue. Les manifestations en France», Presses de Sciences Po, 1997.

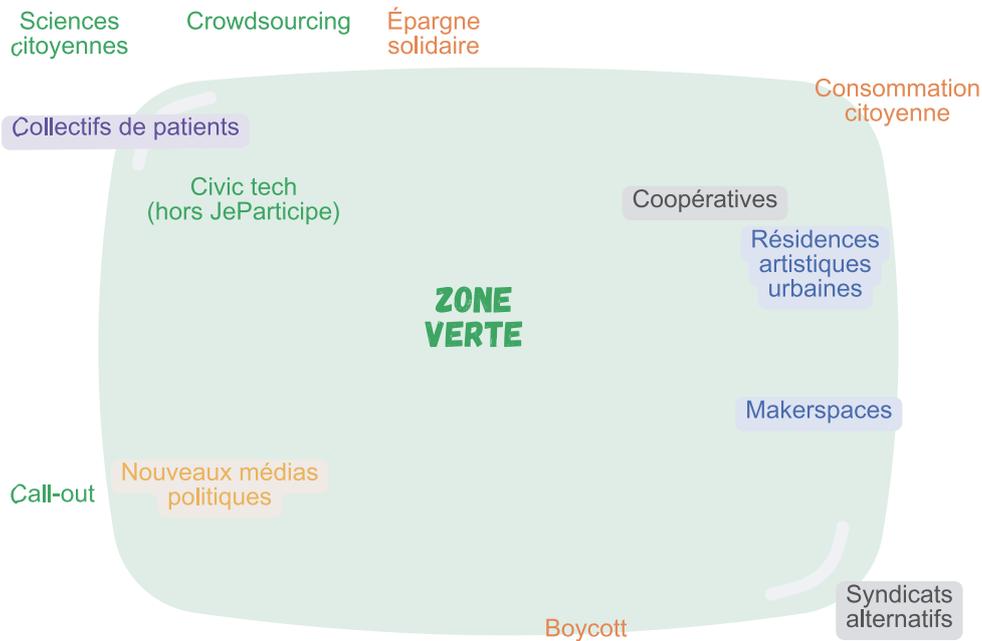
2. Rosanvallon Pierre, «La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance», Paris, 2006.

3. Cité dans Douillet Anne-Cécile, «Chapitre 1. La participation politique dans les démocraties représentatives», Sociologie politique. Comportements, acteurs, organisations, sous la direction de Douillet Anne-Cécile. Armand Colin, 2017, pp. 15-38.

Cartographie des formes non-institutionnelles de participation politique

RÉPERTOIRE

ENJEUX EXTRA-MÉTROPOLITAINS



ZONES



Intérêt favorable
Formes de participation politique déjà liées à la Métropole ou favorablement disposées à dialoguer et/ou collaborer avec elle.



Intérêt hostile
Le dialogue avec ces formes, opposées ou contradictoires avec le fait métropolitain, suppose d'établir de nouvelles formes de diplomatie.

RÉPERTOIRE

COLLABORATIF/CONSENSUEL

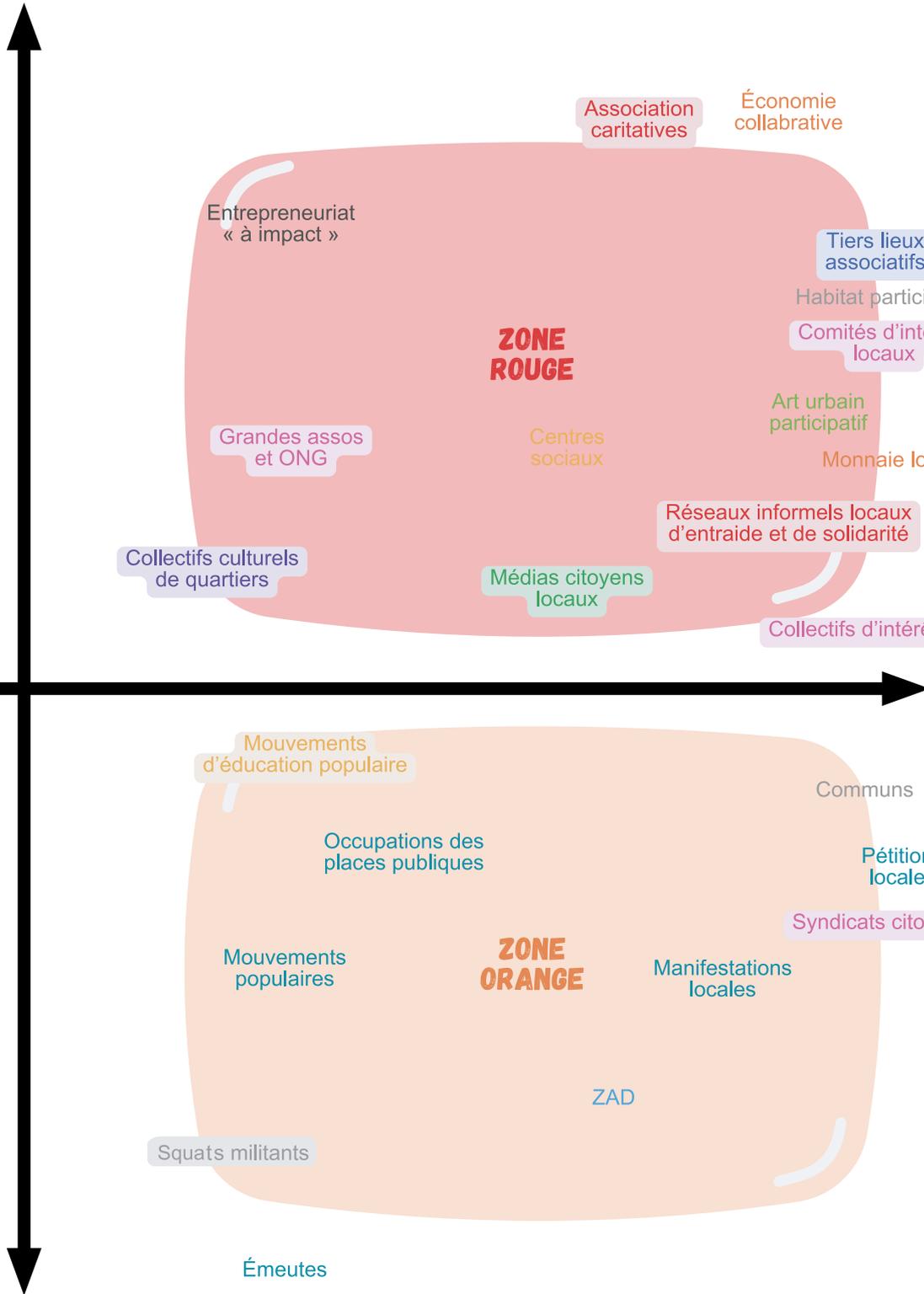
TYPES

Item surlignée = acteurs concrets
 Item non-surligné = modalités d'action ou outils

FORMES

- Solidarités*
- Revendications*
- Affirmations*
- Démonstrations*
- Actions directes*
- Informations/Débats*
- Formations*
- Consommations*
- Productions*
- Performances*
- Expérimentations*
- Bifurcations*
- Sécessions*

ENJEUX MÉTROPOLITAINS



CONTESTATAIRE/SUBVERSIF

ZONE VERTE

Intérêt limité
 Bien qu'idéologiquement proches, ces formes - trop individuelles, confidentielles ou éloignées - offrent peu de prises pour l'action et le débat public de la Métropole.

ZONE BLEUE

Intérêt nul
 Formes trop subversives ou étrangères à la Métropole pour imaginer toute forme de relation avec elle. Il reste impératif de les observer pour les comprendre.

Inventaire des formes de participation politique non-institutionnelles

Solidarités

Agir pour solidifier le lien social

Réseaux informels locaux d'entraide et de solidarité

Couvrant de multiples aspects : besoins alimentaires, isolement social, éducation, apprentissages, loisirs collectifs, accueil des étrangers, petits services (bricolage, jardinage, prêt d'objets...), etc.

Exemple : Repas de quartier mensuels de l'association « Tiens bon la pente » (sur les pentes de la Croix-Rousse) associant repas, flânerie, et attroupements festifs pour redéfinir les sociabilités de voisinage.

Associations caritatives

Avec souvent des positionnements politiques et stratégiques, ainsi qu'une participation aux politiques publiques de lutte contre l'exclusion. Il faut aussi relever des logiques d'assistance communautaires ou culturelles (parfois même sous la forme d'entreprises), notamment dans les quartiers populaires.

Exemple : Foyer Notre-Dame des sans-abris.

Soutien juridique

Conseils et assistance juridique gratuits, fournis à des personnes victimes d'injustices ou de discrimination du fait de leur appartenance réelle ou supposée à une religion, à une catégorie sociale, à un mouvement social, etc.

Exemple : CCIF sur la lutte contre l'islamophobie.

Expérimentations

La ville comme laboratoire

Sans développer, on désigne ici des petits collectifs, individus ou artistes qui développent des projets ou des concepts (parfois ouverts sur l'extérieur) en même temps qu'une réflexion sur la ville.

Makerspaces

Exemples : la Fabrique d'Objets Libres, le FabLab de la Fabrique de l'Innovation.

Résidences artistiques urbaines

Exemple : Les Subsistances, La friche Lamartine.

Tiers lieux associatifs

Exemple : L'Autre Soie, Locaux Motiv'.

Revendications

Agir collectivement pour des intérêts ou des droits

Collectifs d'intérêts

Toute une galaxie de petits collectifs critiques et mobilisés (le plus souvent de manière temporaire, le temps d'un combat), pouvant utiliser un répertoire d'actions assez variées. Sous forme associative ou informelle, on trouve des groupes de riverains, de parents d'élèves, d'usagers, etc.

Exemples : Collectif gratuité TCL, (La) Ville à Vélo

Comités d'intérêt locaux

Associations d'habitants indépendantes de la ville de Lyon, en lien avec les mairies d'arrondissement pour transmettre les demandes des habitants. Une forme traditionnelle (développée au cours du XX^e siècle), aujourd'hui déclinante.

Syndicats citoyens

Ces groupes utilisent des pratiques inspirées du « community organizing » anglo-saxon (campagnes de porte-à-porte, réunions d'appartements et discussions informelles avec les habitants) pour mobiliser les catégories populaires, que la démocratie participative peine à toucher. Ils militent pour une démocratie d'interpellation.

Exemples : Alliance citoyenne, collectif Stop contrôle au Faciès, Graine de France.

Grandes associations et ONG

Sur leurs thématiques, les ONG et grandes associations (nationales et locales) ont un pouvoir d'action incontournable et une capacité de plaidoyer, voire d'action juridique. Certaines sont néanmoins fragilisées par plusieurs facteurs : baisse de ressources financières (dons, subventions), recul du bénévolat, affaiblissement symbolique, voire criminalisation.

Exemples : Fondation Abbé Pierre (logement), Cimade (immigration), Quadrature du Net (libertés numériques), LDH, etc.

Cahiers de doléance

Logiques d'expression et de revendication, qui articulent aussi souvent contestation et solidarité collective.

Exemples : cahiers de doléances d'AC Le Feu à la suite des révoltes de 2005, cahiers de doléances suite au mouvement des Gilets jaunes en 2019.

Affirmations

Agir comme minorité,
groupe opprimé ou non-visible

Collectifs culturels de quartiers

L'intervention culturelle constitue une des dimensions essentielles dans la vie sociale et la dynamique des quartiers populaires. Certains collectifs agissent comme porte-paroles, en démontrant des capacités de création et d'innovation propres aux quartiers populaires.

Exemples : à la fin des années 90, le collectif comme Tactikollectif à Toulouse porté par le groupe Zebda et par les Motivés.

Mouvements d'affirmation sociale

Mouvements de lutte politique contre les violences et inégalités sociales systémiques.

Exemples : mouvement Black Lives Matter, mobilisations contre les violences policières

« Identity politics »

Activisme politique fondé sur l'affirmation des identités particulières liées à la couleur de peau, à l'ethnie, au sexe, à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle, à l'âge, à la classe sociale, au handicap, à la religion, à la langue, etc.

Exemples : franges des courants féministes, LGBT+, décolonial, etc.

Collectifs de patients

Malades ou aidants revendiquant le pouvoir d'être acteurs de leur maladie, à travers différentes pratiques : participation à la programmation et à l'évaluation des thérapies, expérimentations de nouveaux traitements, contre-expertise scientifique par des travaux d'enquête et d'information, lutte contre les trusts pharmaceutiques, etc.

Exemples : Act-Up

Démonstrations

Agir en masse

Pétitions

Des auteurs défendent l'idée que les pétitions en ligne produisent un cybermilitantisme « du clic », minimal et peu contraignant (« slacktivism »), plutôt qu'un réel activisme. Outre l'ambition de mobiliser en masse, elles offrent aussi la possibilité d'exprimer des avis personnalisés (commentaires).

Exemple : « Halte au massacre !!! » à l'époque de la concertation pour la place Mazagran.

Manifestations

Les formes - syndicale ou associative, organisée ou sauvage, apaisée ou violente (Black Block) -, les objectifs et les mots d'ordres peuvent être multiples.

Occupation des places publiques

Mouvements citoyens non-violents pour une démocratie réelle, revendiquant la participation active des citoyens dans la vie publique comme un élément essentiel de la vie en démocratie. Ils se caractérisent, à partir des années 2000, par des stratégies d'occupation de l'espace public (mouvement dits « des places »).

Exemples : les Indignés, Occupy Wall Street, Nuit debout, etc.

Mouvements populaires

D'autres mouvements citoyens, imprévisibles et non-structurés, bénéficient d'une assise populaire plus forte. Les aspirations démocratiques (pour une démocratie directe, pour l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne, etc.) y cohabitent avec d'autres types de revendications (pouvoir d'achat, législation, etc.).

Exemples : les Gilets Jaunes, les Bonnets Rouges, etc.

Émeutes

Le terme de « révolte urbaine » est défendu par certains auteurs et acteurs politiques pour exprimer la dimension politique indéniable que revêtent les violences perpétrées (en particulier envers la police et les bâtiments publics) dans un contexte de fortes inégalités sociales.

Exemples : émeutes de 2023 consécutives à la mort de Nahel, émeutes de 2005 consécutives à la mort de Zyed et Bouna, etc.

Actions directes

Agir pour enrayer le système

Occupations, barrages, blocages

Blocage ou détournements de flux (routes, voies de chemin de fer, etc.), d'infrastructures logistiques (réseau électrique, ports, etc.), de moyens de production (occupation d'usines ou de bureaux), ou encore de l'accès aux bâtiments publics (universités, lycées, etc.).

Exemples : Sainte-Soline avec Les Soulèvements de la Terre, « colère » des agriculteurs en 2024.

Ouvertures

Opérations de neutralisation des systèmes privés de contrôle ou de marchandisation, perçus comme illégitimes, dans le but de rendre provisoirement gratuit l'usage de certains biens, services ou infrastructures.

Exemples : opérations « caisses ouvertes », opérations « péage gratuit », etc.

Sabotage

Destruction de moyens de production (ou de récoltes).

Exemples : attaque de la cimenterie Lafarge en décembre 2022, fauchages OGM.

Campement

Exemple : les tentes des Enfants de Don Quichotte.

ZAD

Outre l'occupation d'espaces privés (réalisée dans le but de s'opposer à des projets de construction jugés néfastes ou illégitimes), les ZAD se veulent des lieux de vie autonomes et alternatifs. Formées par des activistes (le plus souvent d'extrême-gauche) elles peuvent, dans certains cas, rassembler un plus large public (militants écologistes et/ou anti-capitalistes, néo-ruraux, etc.).

Exemples : ZAD de Décines (contre le Grand Stade), ZAD de Notre-Dame-Des-Landes (contre l'aéroport), etc.

Hacking

Actions visant à atteindre à la sécurité et/ou le fonctionnement des systèmes numériques. Elles peuvent être menées en guise de représailles, ou pour neutraliser ou déstabiliser un État, une administration ou une entreprise. Il peut aussi s'agir de démarches de libération des savoirs et des connaissances de ressources jugées illégitimement privées (exemple : ouverture de publications scientifiques).

Terrorisme

Débats

Agir par le verbe

Scènes physiques d'expression et de débat

Réunions publiques en tous genres, citoyennes ou militantes, visant la mobilisation ou la politisation du public, l'émergence d'une conscience collective, ou encore la formalisation de revendications et de stratégies politiques, etc.

Exemples : conférences, meetings, forums, agoras, cafés-débats, projections-débats, etc.

Scènes numériques d'expression et de débat

Sur le web et les réseaux sociaux, les internautes ne cessent de produire une participation spontanée, désordonnée et incontrôlable, via diverses formes d'expressions individuelles : opinions, critiques, remarques, indignations, propositions, moqueries, soutiens, détournements, etc.

Exemples : tweets, threads, etc.

Scènes médiatiques d'expression et de débats

Analyses, opinions, témoignages, tribunes en tous genres exprimés dans les médias, et notamment les avis citoyens exprimés dans les médias « pure-player ».

Exemples : Le Club de Mediapart, La place des gones (Rue89 Lyon), etc.

Civic tech

Solutions logicielles et/ou dispositifs participatifs en ligne, initiés par des institutions, des entreprises ou des collectifs citoyens, pour favoriser l'expression des citoyens.

Réseaux sociaux

Espaces - publics ou privés - d'information et de discussion spécialisés et sécurisés avec chiffrement des données.

Exemple : Canaux Telegram

Médias citoyens

Plateformes indépendantes et collaboratives d'information citoyenne basées sur les données publiques.

exemples : Nos Députés, La Fabrique De La Loi

Mais aussi médias citoyens d'informations et d'opinions, multiformes, engagés à l'échelle locale ou spécialisés.

Exemples : Radio Canut, Rebellyon, Potins d'Angèle, Bondy Blog pour les quartiers)

Crowdsourcing

Mode collaboratif de production, de vérification et de mise à jour d'informations, savoirs et connaissances, basé sur la participation du plus grand nombre.

Exemple : Wikipédia

Leaks

Face à la criminalité et/ou à l'opacité de certaines puissances politiques, financières ou économiques, la transparence est devenue un enjeu de citoyenneté et de démocratie. Les informations ou bases de données révélées par des lanceurs d'alertes ont permis l'émergence de nouvelles formes de journalisme et d'investigation dans les coulisses des institutions et des entreprises.

Exemples : Wikileaks, Panama Papers, affaire Snowden, etc.

Désinformation

Manoeuvres d'influence de l'opinion publique par la diffusion volontaire d'informations fausses ou biaisées (fake news), réalisées dans le cadre de stratégies de déstabilisation politique (intérieure ou extérieure) ou alimentées par des sphères complotistes. Elles sont d'autant plus nocives quand elles sont déployées dans des espaces conversationnels privés ou semi-privés (listes de diffusion, pages Facebook, etc.) ou quand elles parviennent à investir des médias d'autorité (presse, TV, radio, etc.).

Call-out

Pratiques consistant à interpeller et dénoncer les auteurs de propos ou d'actes considérés comme sexistes, misogynes, ou encore racistes. Logique de « name and shame ».

Sciences citoyennes

Ensemble de pratiques et de méthodes permettant aux individus de participer de façon volontaire, explicite et engagée, à la production d'un savoir scientifique par la remontée d'informations.

Exemples : comptage d'animaux ou d'observations de la faune et de la flore

Productions Agir par le travail

Grève

Coopératives

Elles revendiquent et incarnent un autre rapport à la production, plus démocratique, collective et sociale.

Entrepreneuriat

En particulier dans l'économie sociale et solidaire, où émergent des « entreprises à impact ».

Syndicalisme

Léger regain des adhésions dans les syndicats historiques suite au mouvement contre la réforme des retraites en 2023. Surtout, émergence de syndicats dissidents ou sous la forme de collectifs.

Exemples : La Base (RATP), le Collectif Inter-Urgence (fonction hospitalière)

Désertion

Le phénomène désigne à la fois la pénurie de main d'œuvre dans les filières professionnelles combinant pénibilité du travail et bas salaires, mais aussi les reconversions des jeunes urbains diplômés que le « désir de sens » a conduits vers l'élevage, la permaculture, la boulangerie, etc.

Consommations

Agir par son pouvoir d'achat

Consommation citoyenne

Toutes les démarches et actes responsables de consommateurs-acteurs.

Exemples : commerce équitable, circuits courts, AMAP, tourisme durable, économie circulaire, etc.

Troc

Boycott

Épargne solidaire

Mécanismes assurant que l'épargne est réinvestie dans des activités à utilité sociale, sanitaire et/ou environnementale, relevant de l'économie sociale et solidaire.

Modèles collaboratifs

Économie du partage, capacités d'agrégation des individus (avec les outils numériques) orientées vers des services.

Sécurité sociale de l'alimentation

Des expérimentations locales sont actuellement réalisées pour évaluer la faisabilité et l'intérêt de la mise en œuvre d'un droit à l'alimentation, sur le modèle de la sécurité sociale en matière de santé (c'est-à-dire un droit universel, reposant sur le principe de la cotisation sociale et du conventionnement démocratique définis par des caisses primaires locales représentant les citoyens).

Monnaie locale

Exemple : la Gonette à Lyon

Sécessions

Rompre avec les règles du jeu

Monnaies alternatives

Développement et utilisation de crypto-monnaies (Bitcoin, Ethereum,...) concurrentes des monnaies souveraines.

Obfuscation

Activisme numérique visant à ne pas participer de la surveillance généralisée : cryptographie, promotion des alternatives libres, outils contre la reconnaissance faciale, etc. Mouvement contre les technologies de surveillance/sécurité.

Autodéfense

Développement notable des clubs ou ateliers d'autodéfense (ou de sport de combat en général) d'inspiration communautaire : pour les identitaires, pour les femmes, pour les queers, pour les antifas, etc.

Exemple : Agogé (éducation militaire spartiate)

Performances

Interpeller par l'expression créative

Art « engagé »

Il y a toutes les créations proposées par des artistes ou des mouvements artistiques dits « engagés ». Il y a aussi, plus dernièrement, des formes de réaffirmations politiques en réaction à une forme d'impératif politique qui pèse sur la création artistique contemporaine, comme dans le théâtre.

Exemples : Artists for Palestine

Art urbain participatif

Pour désigner les alliances et collaborations entre habitants et artistes, dans le cadre d'aménagements alternatifs ou d'urbanisme transitoire proposés dans l'espace public urbain. Ces occasions peuvent donner lieu à des réalisations ou des performances éphémères qui, souvent, revendiquent une dimension esthétique et politique.

Graffiti, affichage

Que l'interpellation soit positive ou négative.

Exemple : Nous toutes Lyon

Mises en scène

Formes d'activisme militant cherchant à sensibiliser par la mise en scène symbolique des corps et des lieux et, souvent, par l'écho médiatique qu'elles peuvent susciter.

Exemples : saynètes dans l'espace public, mèches coupées en soutien aux femmes en Iran, baptêmes de rues, etc.

On peut intégrer à cette catégorie des formes ostentatoires de transgression/provocation qui n'en demeurent pas moins politiques.

Exemple : les rodéos sauvages des « Daltons » dans l'agglomération lyonnaise.

Formations

Politiser et développer
le pouvoir d'agir

Nouveaux médias politiques

Médias de décryptage, réflexion et débats politiques proposés sur les réseaux sociaux type Twitch, Youtube, Tiktok, etc.

Exemples : Backseat, Thinkerview, Zawashow, etc.

Mouvement d'éducation populaire

L'éducation populaire participe à la conscientisation politique de la population, en particulier des jeunes, et à l'essaimage de méthodologies innovantes : conférences gesticulées, débats mouvants, fresques du climat, etc.

Exemples : Les Cités d'or

Centres sociaux

Certains centres sociaux revendiquent un travail pour l'émancipation et le développement du pouvoir d'agir individuel et collectif des habitants. Leur répertoire d'action emprunte des méthodes et approches issues des mouvements d'éducation populaire, du développement social local, des démarches communautaires en santé, de l'approche « développement du pouvoir d'agir » (DPA) ou encore du *community organizing*.

Groupuscules politiques

En particulier, les groupuscules organisés et situés aux marges du spectre politique (groupuscules identitaires, antifascistes, autonomes, etc.) sont proactifs dans le développement de parcours multiformes de formation politique : conférences, actions visibles, bibliothèque, séjours, etc.

Bifurcations

Chercher d'autres voies collectives

Collectifs urbains alternatifs

Formes radicales d'actions et d'engagements politiques, menées en opposition frontale au modèle de développement métropolitain et en faveur de nouvelles formes de solidarités et de coopération (logiques d'autogestion, le plus souvent). Dans ces mouvements, la participation citoyenne classique fonctionne comme une figure repoussoir, à déborder, pour précisément retrouver des prises pour l'action politique. Bien qu'elle s'exprime localement, cette forme de militantisme s'exerce autour de causes globales. Elle bénéficie souvent, par conséquent, de soutiens et relais en dehors de son territoire.

Les squats militants

Au-delà des fonctions d'accueil et d'hébergement pour des personnes sans domicile ou mal-logés, certains squats militants sont revendiqués comme des lieux ouverts par effraction permettant de reconquérir des espaces de vie, de contester le droit de propriété privée, de se réapproprier la ville et d'expérimenter d'autres formes de relations sociales et politiques entre habitants.

Communs

Espaces autonomes, organisés sous formes d'assemblées ou de collectifs, où des besoins humains sont socialisés par la coopération plutôt que par la compétition. Ces espaces peuvent chercher à établir des interactions avec la puissance publique (mais sans lien de subordination), ou au contraire à s'en isoler. Les individus engagés dans ces « communs » revendiquent leur capacité à faire émerger des pratiques et à produire des normes alternatives, à leur propre bénéfice mais aussi pour la société dans son ensemble.

Exemples : Jardins partagés, lieux de fabrication, épiceries solidaires, coopératives d'énergie, encyclopédies libres

Habitat participatif

Questionnements pour la Métropole de Lyon

Sans affaiblir ou disqualifier ses propres dispositifs et instances de participation citoyenne, ce travail peut aider la Métropole de Lyon à voir dans quelle mesure elle souhaite écouter, soutenir ou encore dialoguer avec certaines formes de participation non-institutionnelles dans le but de développer une citoyenneté plus active sur son territoire.

Cette possible démarche de mise en relation, voire de négociation, appelle quelques questions préalables.

Avec qui veut-on établir des liens ?

- ▶ Quelles formes concrètes de participation politique non-institutionnelles sont intéressantes pour la Métropole ?
- ▶ Lesquelles sont utiles par rapport à son action publique ?
- ▶ Quelles formes de participation politique sont légitimes ?
- ▶ Lesquelles sont appelées à le devenir ? Le fait d'établir un rapprochement, peu importe sa nature, est une manière pour l'institution de légitimer des formes d'implication politique jusqu'alors maintenues - volontairement ou non - en dehors du champ conventionnel de la démocratie.
- ▶ Quel est le réel désir de la Métropole de légitimer certaines revendications populaires ? Il y a, derrière cette démarche, la possibilité de remettre en discussion des questions qui ne l'étaient pas ou plus ou qui recadrent les modes de problématisation et de publicisation proposés par les institutions.

Pourquoi établir ces possibles liens ?

- ▶ Pour promouvoir une citoyenneté active ? En cherchant à s'adapter à la dilution du champ de l'action publique, à reconnaître la diversité des acteurs qui le compose, et à renouveler les façons de faire de la Métropole pour donner plus de place aux mobilisations citoyennes et aux initiatives privées.
- ▶ Pour promouvoir une logique d'implication citoyenne et de co-construction des politiques et des espaces publics ? En tenant compte des idées, des contraintes et des ressources des acteurs du champ public, et en cherchant à outiller ces engagements.
- ▶ Pour promouvoir une logique d'écoute ? En cherchant à installer un dialogue continu avec les forces politiques et sociales du territoire (collectifs, mouvements, militants, activistes...).
- ▶ Dans une logique « corrective » ? En cherchant de manière proactive à donner de la place aux sans-voix, aux citoyens qui demeurent exclus des dispositifs de la démocratie électorale et de la démocratie participative. « La démocratie participative n'a de sens que si elle contribue à enrayer les logiques d'exclusion sociale qui caractérisent aujourd'hui le fonctionnement ordinaire de nos démocraties » affirme le politologue Loïc Blondiaux⁴. La logique implique certainement d'élargir encore plus ce travail d'identification dans cette cartographie.
- ▶ Dans une logique d'expérimentation ? En cherchant à faire de la Métropole de Lyon un laboratoire de nouvelles formes de participation politique.

Dans quelles directions ?

- ▶ Vers l'émergence d'une citoyenneté urbaine ? Sans qu'importent fondamentalement les orientations du débat public.
- ▶ Vers l'émergence d'une identité politique territoriale, d'un sentiment d'appartenance à la Métropole de Lyon ?
- ▶ Vers la contribution aux politiques publiques métropolitaines en particulier ? Afin d'améliorer et d'orienter l'action publique territoriale.

Avec qui peut-on établir des liens ?

- ▶ Au près de quelles formes et acteurs politiques non-conventionnels la Métropole est-elle perçue comme une ressource ou un partenaire ? Pourquoi ?
- ▶ Lesquels sont en demande de liens ?
- ▶ Comment prévenir et enrayer les logiques institutionnelles de domestication, qui risqueraient d'atteindre la vitalité de ces formes de participation politique ?
- ▶ Au près de quelles formes et acteurs politiques non-conventionnels possiblement utiles la Métropole est-elle perçue comme une menace ou un ennemi ? Et est donc inaudible, au point de rendre toutes formes d'initiatives vaines, ou contre-productives. La recherche documente bien, et depuis longtemps, la complexité des relations entre mouvements sociaux et institutions, notamment dans les processus participatifs.
- ▶ Ces situations sont-elles irréversibles ?

Et comment ?

- ▶ Faut-il privilégier une logique d'institutionnalisation ? En cherchant à intégrer ces formes et acteurs politiques non-conventionnels aux dispositifs existants, quitte à les adapter pour corriger leurs limites actuelles⁵.
- ▶ Faut-il au contraire inventer d'autres formes de relations ?
- ▶ Que doivent-elles impliquer de la part de l'institution métropolitaine ? En termes de posture, de condition d'échange, d'intérêts réciproques, de confidentialité, etc.
- ▶ De quels moyens dispose la Métropole pour mener de telles démarches, le cas échéant ?
- ▶ De quels interlocuteurs ?
- ▶ De quels outils de diplomatie, éventuellement ?

4. Blondiaux, Loïc, « Le nouvel esprit de la démocratie », La république des idées, Seuil, 2008.

5. Le politologue Guillaume Gourgues plaide par exemple pour l'existence d'espaces « néo-corporatistes » au sein des instances consultatives, à savoir la mise en place d'un dialogue officiel entre les autorités publiques et certains intérêts organisés, sélectionnés pour les associer à l'élaboration d'une décision publique.

Bibliographie

- BEDOCK Camille, et al. « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations*, vol.28, no.3, 2020, pp.221-246.
- BÉGUET Marie-Jeanne « Le problème c'est qu'on ne peut pas s'allier avec des gens qui ne sont pas structurés », *Mouvements*, vol.101, no.1, 2020, pp.41-48.
- BHERER Laurence. « Les organisations publiques autonomes dédiées à la participation publique : une catégorie d'institutions au positionnement original », *Action publique. Recherche et pratiques*, vol.13, no.1, 2022, pp.23-34.
- BLONDIAUX Loïc. « Le nouvel esprit de la démocratie », *La république des idées*, Seuil, 2008.
- BOBBIO Luigi et MELÉ Patrice. « Introduction. Les relations paradoxales entre conflit et participation », *Participations*, vol.13, no.3, 2015, pp.7-33.
- CARDON Dominique. « Culture numérique », *Presses de Sciences Po*, 2019.
- CARREL Marion, NEVEU Catherine et ION Jacques. « Les intermittences de la démocratie. Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville » *L'Harmattan*, 2009.
- CARREL Marion « La participation citoyenne : définitions, méthodologies et état des lieux », *Action publique. Recherche et pratiques*, vol.13, no.1, 2022, pp.6-14.
- CEFAÏ Daniel et al. « Ethnographies de la participation », *Participations*, vol.4, no.3, 2012, pp.7-48.
- COSSART Paula, et SAUVÊTRE Pierre. « Du municipalisme au communalisme », *Mouvements*, vol.101, no.1, 2020, pp.142-152.
- DOUILLET Anne-Cécile. « Chapitre 1. La participation politique dans les démocraties représentatives », *Sociologie politique. Comportements, acteurs, organisations*, sous la direction de Douillet Anne-Cécile. Armand Colin, 2017, pp.15-38.
- DUVAL Eugénie. « Participation et démocratie représentative : le cas de la France », *Thèse de doctorat*, 2020.
- ESCOUBÈS Franck. « Pop démocratie », *Éditions de l'Aube*, 2023.
- FASSIN Eric. « Participation et engagement dans les quartiers populaires », *Cahiers de l'action*, vol.56, no.2, 2020, pp.71-76.
- FILLIEULE Olivier. « Chapitre 3. Retour sur la participation politique », dans « Stratégies de la rue. Les manifestations en France », *Presses de Sciences Po*, 1997.
- GABORIT Maxime, GRÉMION Théo et DELLA SUDDA Magali. « III. Précarités jaunes : vers une relocalisation de la démocratie écologique ? », Jean-Michel Fourniau éd., *La démocratie écologique. Une pensée indisciplinée*. Hermann, 2022, pp.293-310.
- GOURGUES Guillaume. « Avant-propos : penser la participation publique comme une politique de l'offre, une hypothèse heuristique », *Quaderni*, 79 | 2012, 5-12.
- GOURGUES Guillaume. « Les municipalistes rêvent-ils de Métropole ? Penser les changements radicaux face aux institutions intercommunales », *Mouvements*, vol.101, no.1, 2020, pp.49-59.
- GOURGUES Guillaume. « Plus de participation, pour plus de démocratie ? », *Savoir/Agir*, vol.31, no.1, 2015, pp.43-50.
- HAYAT Samuel. « Démocratie », *Anamosa*, 2020.

- JUAN Maïté. «Les communs urbains, fer de lance du municipalisme ? Le cas de Barcelone», Mouvements, vol.101, no.1, 2020, pp.79-89.
- MARIOT Nicolas. «Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté», Politix, vol.92, no.4, 2010, pp.165-194.
- NEVEU Catherine. «Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ?», Participations, vol.1, no.1, 2011, pp.186-209.
- NEVEU Érik. «Institutionnalisation des mouvements sociaux», Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée. Presses de Sciences Po, 2020, pp.314-321.
- NEVEU Érik. «Sociologie des mouvements sociaux», La Découverte, 2011.
- NEVEUX Olivier. «Contre le théâtre politique», La Fabrique Éditions, 2019.
- OGIEN Albert et LAUGIER Sandra. «Le principe démocratie . Enquête sur les nouvelles formes du politique», La Découverte, 2014.
- PETIT Guillaume. «Participations ordinaires et extraordinaires. Des appropriations différenciées d'une offre institutionnelle de participation municipale», Participations, vol.10, no.3, 2014, pp.85-120.
- RIBANI Cyril. «Décréter l'implication des citoyens ne suffit pas, il faut pouvoir l'organiser. Julian Perdrigeat», Action publique. Recherche et pratiques, vol.13, no.1, 2022, pp.47-47.
- RIBANI Cyril. «La participation citoyenne. Sur les ambiguïtés du «pouvoir d'agir». Clémence Bernardet, Alain Thalineau», Action publique. Recherche et pratiques, vol.13, no.1, 2022, pp.45-45.
- RIBANI Cyril. «Résister à la politique : participation associative et rapport au politique dans les quartiers populaires en France et en Allemagne. Thomas Chevallier», Action publique. Recherche et pratiques, vol. 13, no. 1, 2022, pp. 49-49.
- RIPOLL Fabrice. «Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine», Espaces et sociétés, vol. 134, no. 3, 2008, pp. 83-97.
- ROSANVALLON Pierre. «La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance», Paris, 2006.
- ROUX Adrien. «Municipalisme et démodynamie : gouverner avec la pression citoyenne», Mouvements, vol 101, no.1, 2020, pp.60-69.
- SERRANO ZAMORA Justo. «La réappropriation de la démocratie : vers de nouvelles formes de participation politique», Participations, vol.13, no.3, 2015, pp.205-218.
- TALPIN Julien et BALAZARD Hélène. «Community organizing : généalogie, modèles et circulation d'une pratique émancipatrice», Mouvements, vol.85, no.1, 2016, pp. 1-25.
- TALPIN Julien. «La démocratie participative marginalisée par le pouvoir local», Savoir/Agir, vol.25, no.3, 2013, pp.23-30.

[Sur millenaire3.com](#)

[Ces citoyens qui réinventent la démocratie](#)

[Cinq scénarios pour la Métropole de Lyon en 2030](#)

[Comment élargir notre pratique de la démocratie ?](#)

[Corps intermédiaires ou citoyens ordinaires : Pour un néo-corporatisme urbain assumé](#)

[Corps intermédiaires ou citoyens ordinaires : Pour une démocratie participative inclusive](#)

[Délibération et démocratie, l'échange contradictoire dans la prise de décision](#)

[Démocratie et participation : un duo indissociable](#)

[Elies Ben Azib : «L'enjeu est de parvenir à faire reconnaître la pertinence et la légitimité de l'interpellation citoyenne](#)

[Habitat social et participation citoyenne des habitants : quelles pratiques pour quels objectifs](#)
[Ilaria Casillo et David Chevallier \(CNDP\) : « Sans engagement clair à céder une partie de la décision, les citoyens n'ont aucun intérêt à participer »](#)

[La démocratie au niveau local vu par un acteur de la démocratie participative](#)

[La démocratie par les choix de consommation : la redécouverte d'un mode de participation citoyenne](#)

[La «démocratie participative» : état des lieux et premiers éléments de bilan](#)

[La concertation sur projet comme champ de bataille et processus politique](#)

[La conflictualité, les rapports de force et l'exercice démocratique](#)

[La participation des citoyens et la démocratie locale](#)

[La participation en ligne : une réponse perfectible à des demandes sociales et institutionnelles](#)

[Montréal : les bénéfices de l'ouverture citoyenne](#)

[Participation, empowerment, activation, contribution : points de repères](#)

[Penser le citoyen acteur](#)

[Quand les mobilisations citoyennes interpellent l'action publique](#)

[Repenser les modalités de la participation citoyenne comme condition de ses effets](#)

Sur democracies.media

[En finir avec la démocratie participative](#)

[Pour en finir avec la démocratie participative](#)

[« La participation des jeunes se joue dans le rapport de force »](#)

[Faire délibérer élus et citoyens : un exercice d'équilibre](#)

Sur vie-publique.fr

[Les nouvelles formes de participation citoyenne](#)

[Pour une réforme radicale de la politique de la ville](#)

Retrouvez toutes les ressources

millenaire3.com

Direction de la prospective
et du dialogue public
20 rue du Lac
CS 33569 - 69505 Lyon cedex 03

MÉTROPOLE

GRAND LYON

grandlyon.com